

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Il aurait téléphoné au président américain pour lui recommander de ne pas déclarer la guerre immédiatement.

Voici ma question au premier ministre: S'est-il entretenu avec le président Bush depuis l'heure limite et, si oui, a-t-il conseillé au président de ne pas faire la guerre immédiatement?

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'admire mon collègue pour diverses raisons, dont la moindre n'est pas sa capacité de dire ce que M. Pearson penserait aujourd'hui. C'est un véritable talent pour lequel je le félicite.

**M. Andre:** Comme Mackenzie King.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** C'est le leader à la Chambre qui a dit Mackenzie King, pas moi.

Nous ne pouvons faire autrement que mentionner les grandes contributions à la cause de la paix de MM. King, St-Laurent et Pearson, car leurs efforts ont servi à établir les traditions que nous respectons actuellement.

Je me suis tenu en communication avec les divers chefs d'État du monde au sujet de cette question importante. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi faisons tout notre possible pour explorer toutes les solutions qui pourraient mener à un règlement pacifique.

**M. Gauthier:** Comme quoi?

**M. Mulroney:** Le leader à la Chambre de l'opposition demande «comme quoi». Par exemple, si Saddam Hussein disait au monde: «Oui, pour une fois, je vais répondre à l'appel de la communauté mondiale. Oui, je vais répondre affirmativement aux Nations Unies et guider le monde vers la paix.»

L'obstruction ne vient pas de la France, du Canada, des Pays-Bas ou du Sénégal. C'est Saddam Hussein qui cause le problème et il doit dire oui.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, j'ai posé une question au premier ministre et je veux avoir une réponse très claire et très simple. Est-ce que le premier ministre a, depuis hier, communiqué avec la Président des États-Unis, M. Bush, et demandé à M.

Bush d'attendre avant de déclencher la guerre pour que la paix ait une chance de s'établir dans le Moyen-Orient? Et est-ce que la seule alternative du premier ministre c'est la guerre?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous sommes en communication constante avec nos alliés sur cette question, comme le chef de l'opposition peut le savoir.

En ce qui concerne sa suggestion au sujet de M. Pearson, le 4 septembre 1950, dans cette Chambre, dans des circonstances analogues, voici ce que M. Pearson a dit:

[Traduction]

On a laissé entendre que nous aurions pu faire plus d'efforts au sujet de la médiation et recourir à des mesures pacifiques dans le conflit coréen. À mon avis, ce n'est pas une proposition réaliste parce que, même quand nous avons pris cette initiative au début du conflit, l'agresseur a traité cette proposition avec mépris.

• (1420)

M. Pearson avait raison: le Canada devait agir parce que, en 1950, l'agresseur le traitait avec mépris.

Aujourd'hui, c'est Saddam Hussein qui méprise le monde entier. Même à cette heure tardive, nous lui demandons à lui personnellement et à son gouvernement d'annoncer au monde qu'il va se conformer à la résolution des Nations Unies. Le cas échéant, il nous permettra de chercher et de trouver une solution à cette question extrêmement difficile.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je rappelle au premier ministre que, en 1950, le gouvernement en place et M. Pearson, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ont insisté pour que les troupes dépêchées sur le front en Corée relèvent du commandement des Nations Unies et se battent sous le drapeau de cette organisation. Ce n'était pas l'affaire des Américains, mais la guerre des Nations Unies.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Le premier ministre s'est-il entretenu, oui ou non, avec le président des États-Unis et a-t-il pris des initiatives en s'adressant au secrétaire général des Nations Unies? Hier encore, ce dernier s'efforçait toujours de trouver un règlement pacifique. Le premier ministre s'est-il entretenu avec lui afin de trouver une solution pacifique? Le 15 janvier n'est pas la date du début de la guerre. Nous pouvons déclencher la guerre,